

Chaque matin pendant plusieurs mois, cet homme de la province de Bururi se rendait à l'Église dans l'espoir de retrouver sa fille disparue avec trois autres depuis janvier dernier. L'une des filles, qui avait été enlevée avec la sienne, est parvenue à s'échapper, mais elle ne précise pas grand-chose sur l'endroit où elles étaient gardées ni leurs conditions de vie exactes. Devant ce silence presque absolu de l'enfant, c'est son père qui témoigne : "Elles étaient habituées à faire des prières dans une maison en location. Les Congolais responsables d'une cellule de prière détachée de l'Église de Pentecôte ont ensuite informé leurs fidèles, qui se comptaient sur les doigts des main, qu'ils devaient se rendre à Bujumbura à tour de rôle pour des séances de prière." "C'est ainsi, poursuit-il, qu'un Burundais et trois Congolais qui étaient responsables de la secte sont descendus sur Bujumbura avec nos filles et on ne les a plus revues." Il a cherché sa fille dans la capitale et jusqu'en Tanzanie où on lui disait qu'était installée la maison mère, mais en vain.

Chercher le paradis, trouver l'enfer ?

Les parents d'une élève qui étudiait au Lycée de Maramvya, en province Kayanza (au nord du pays), l'a vue revenir de la RD Congo où elle venait de passer deux mois. Sa famille criait à l'enlèvement, mais la jeune fille qui ne révèle pas grand-chose affirme tout simplement qu'elle a décidé d'abandonner l'école et de partir faire les prières avec d'autres jeunes filles, sous l'encadrement de quatre hommes (dont trois Congolais qui les avaient conduits dans un endroit jusqu'ici tenu secret).

Selon elle, elles étaient une vingtaine en RDC. Les responsables de la secte les conduisaient parfois dans des endroits inconnus, toujours selon la jeune fille qui retrace leur parcours. "Nous sommes parties comme les autres, par transport en commun, en traversant la frontière à Gatumba. Je pense que les autres n'ont pas l'intention de revenir car elles sont très surveillées par les chefs de prière et croient fermement au paradis qu'elles sont allées chercher", raconte cette élève qui a décidé de ne plus participer à cette manipulation déguisée en prières. La jeune fille reste cependant prudente sur certaines questions qui éclaireraient la réalité de leurs conditions de vie. Par honte ? Par peur ? Difficile de le savoir ?

La police enquête

Le président de la Ligue burundaise pour la jeunesse et l'enfance (Libejeun) regrette qu'il y ait des gens qui fassent du trafic d'enfants leur "business". Il demande aux pouvoirs publics d'intervenir pour arrêter ce commerce honteux. Cette association affirme avoir enregistré, depuis le début de l'année 2011, six dossiers de disparition d'enfants dans des conditions mystérieuses.

"Le détournement des enfants est un crime au regard de la loi", rappelle le porte-parole de la police. Pierre Chanel Ntarabaganyi indique que son institution travaille sur des informations fournies par la population. C'est sur la base de celles-ci qu'un groupe de personnes d'origine

asiatique a été appréhendé prêt à quitter le pays avec des enfants. Un autre présumé trafiquant d'être humains a été attrapé en commune urbaine de Ngagara (vers le nord de la capitale Bujumbura) avec des documents de voyage pour ceux qui allaient partir avec lui, indiquent des sources policières. Si les enquêtes prouvent que les victimes ont franchi les frontières nationales, la police burundaise fait appel à Interpol, la police internationale, pour tenter de les retrouver. "Notre rôle se limite à appréhender les auteurs de l'exploitation humaine et à les remettre à la Justice", affirme le porte-parole de la police nationale, sans plus de précisions sur les dossiers en cours.

La ministre des Droits de la personne humaine précise que son ministère travaille avec celui de la Justice lorsqu'il s'agit de juger les coupables, mais aussi avec celui de l'Intérieur s'il s'agit d'une association enregistrée par ce ministère et impliquée dans ce réseau de trafic d'êtres humains. Quant aux victimes, rien n'est fait pour les aider. Si on les retrouve, elles ne peuvent compter que sur la réinsertion dans leur communauté d'origine.

Stany Ngendakumana